

Cahier 10/24

Auteur(s) : Feraoun, Mouloud

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

27 Fichier(s)

Citer cette page

Feraoun, Mouloud, Cahier 10/24, Fév-mars 57 1957.02.17 - 1957.03.16.
Claire Riffard, équipe francophone, Institut des textes et manuscrits modernes (CNRS-ENS) ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle).
Consulté le 28/03/2024 sur la plate-forme EMAN :
<https://eman-archives.org/francophone/items/show/3620>

Description & analyse

Analyse Voyage à Alger: remise des tapuscrits du journal (première quinzaine du mois de mars 1957) à Emmanuel Roblès (F. [1r/v.](#)).
Attitudes de celui-ci et d'Albert Camus envers le conflit en Algérie (F. [2r.](#) -[3v.](#)).
Auteur de l'analyse Resztak, Karolina (11.02.2020)
Révision Resztak, Karolina (15.02.2020)

Informations générales

Langue Français
Cote REC_MAN_JOUR10
Nature du document manuscrit
Collation cahier "Jeanne d'Arc", 8 feuillets, 16 pages.
Support cahier d'écolier
État général du document Bon
Localisation du document Fondation Mouloud Feraoun Villa C93, Parc Miremont, Air De France Bouzaréah, Alger Algérie Courriel :
mouloud.feraoun.official@gmail.com

Présentation

Sous-titre Fév-mars 57

Date [1957.02.17 - 1957.03.16](#)

Genre Journal intime

Mentions légales Fiche : équipe Manuscrits francophones, ITEM (CNRS-ENS) ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR)

Éditeur de la fiche Claire Riffard, équipe francophone, Institut des textes et manuscrits modernes (CNRS-ENS) ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle)

Notice créée par [Karolina Resztak](#) Notice créée le 11/02/2020 Dernière modification le 01/09/2022

LE VOTE DE L'O.N.U. SUR L'ALGÉRIE

NATIONS UNIES (U.P.). — Dans la dernière phase du débat sur l'Algérie, la France a recueilli hier les fruits de deux mois de patients efforts diplomatiques.

Elle s'est trouvée en mesure de dicter pratiquement les termes de la résolution amalgamant le texte de la résolution nippo-philippino-thalandaïse avec celui de la résolution sud-américaine qui avaient été, l'un et l'autre, acceptés par la commission politique à la majorité simple.

Sans l'accord de la France, les amis de celle-ci allaient s'opposer au projet de compromis rédigé par les représentants du groupe afro-asiatique d'une part, et ceux du groupe sud-américain de l'autre. Dans ce cas, le débat se serait terminé sans aboutir à aucune résolution valable.

« Choisissez » a dit Pineau au délégué syrien

M. Pineau a donc pu dire, à peu près, au porte-parole arabe : « Choisissez. Vous aurez une résolution que j'accepte, ou vous n'aurez pas de résolution du tout. »

Ce dialogue s'est effectivement déroulé dans le grand hall du Palais des Nations-Unies, hier matin. On y vit le ministre français s'installer à une table, et M. Zeineddine, chef de la délégation syrienne, à une autre. Des messagers faisaient la navette d'une table à l'autre, apportant à M. Pineau le texte rédigé dans la matinée et communiquant au diplomate syrien les observations et les critiques du représentant de la France.

Un texte ambigu

C'est le texte issu du dialogue Pineau-Zeineddine qui a été voté par l'Assemblée générale, réunie en séance plénière, à l'unanimité. D'abord, la Grande-Bretagne, par souci de solidarité avec la France, s'abstenait. Elle a rectifié son vote, car elle était la seule à ne pas approuver un texte auquel tous les autres amis de la France avaient déjà donné leur accord.

77 nations ont approuvé la résolution, y compris les nations arabes, qui l'interprètent, bien entendu, dans un sens particulier. La France n'a pas pris part au vote. La Hongrie et l'Afrique du Sud boycottent les travaux de l'Assemblée.

On a généralement exprimé l'espoir que l'accord qui s'est fait entre la France et les Nations Arabes sur le texte voté à l'ONU sera de bon augure sur les efforts qui devront être entrepris pour régler la question algérienne. Le fait demeure que le texte de la résolution est ambigu.

Pas de négociations

Dans l'entourage de la délégation française, on déclare que la résolution de l'ONU endorse le programme défini par le président Guy Mollet.

On note qu'il n'est pas question d'une recommandation, quelle qu'elle soit. L'ONU se borne à « exprimer l'espoir qu'une solution sera trouvée ». Il n'est pas question de « négociations » et encore moins de « négociations entre la France et l'Algérie ».

La thèse arabe selon laquelle des négociations avec les chefs de la rébellion devraient précéder le cessez-le-feu est ainsi implicitement — mais pas explicitement — repoussée. Nous apprenons que le mot « négociations » a été retiré du projet de résolution au cours des échanges de vue Pineau-Zeineddine dont nous avons parlé.

Autre point important : en parlant d'une solution « pacifique et démocratique », l'Assemblée générale fait directement allusion à la procédure d'élections sans laquelle, selon la France, il sera impossible de désigner les interlocuteurs algériens.

Enfin, la clause « conformément aux principes de la Charte des Nations-Unies » est interprétée comme une reconnaissance de la non-ingérence dans les affaires intérieures de la France.

L'interprétation du F.L.N.

Mais l'interprétation du F.L.N. est tout autre. Une déclaration de la délégation du F.L.N. constate

que, par son vote unanime, l'ONU « a exprimé — à la grande satisfaction du peuple algérien — son désir de voir les deux parties, la France et le peuple algérien, régler le conflit algérien par le moyen de négociations dans le cadre de la Charte des Nations-Unies, fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Le F.L.N. se déclare prêt à ou-

Le texte de la motion votée par l'O.N.U.

Voici le texte de la motion de synthèse sur l'Algérie présentée par l'Argentine, le Brésil, Cuba, l'Italie, le Pérou, le Japon, les Philippines, la Thaïlande et la République Dominicaine :

« L'Assemblée générale de l'O.N.U. ayant entendu les déclarations des diverses délégations et discuté la question algérienne, Considérant la situation en Algérie qui cause beaucoup de souffrances et de pertes de vies humaines,

Exprime l'espoir que, dans un esprit de coopération, une solution pacifique démocratique et juste sera trouvée par des moyens appropriés, conformément aux principes de la Charte. »

La motion a été adoptée à l'unanimité des 77 membres votants. L'O.N.U. comprend 80 membres. La Hongrie et l'Afrique du Sud étaient absentes. La France n'a pas pris part au vote.

vir des négociations avec le gouvernement français « sur la base du droit du peuple algérien à l'indépendance ».

Un vote acquis en une minute !

Hier soir, aussitôt après que la séance de l'Assemblée générale eut

été levée, les délégations afro-asiatiques et sud-américaines, représentées respectivement par des comités de négociations, ont entrepris leurs efforts pour amalgamer leurs textes divergents.

Si grand était le désir des Afro-Asiatiques de ne pas laisser le débat se terminer sans résolution aucune, que les Sud-Américains ont pu leur imposer l'acceptation presque intégrale de leur propre résolution.

Le projet ainsi rédigé, mais encore tenu secret, fut ensuite communiqué à la délégation française au cours de la procédure originale que nous avons décrite. Cette « conférence de la double table ronde » a été l'événement de la journée.

Quand la séance de l'Assemblée générale fut ouverte, le président Wan Waitayakon (Thaïlande) put annoncer qu'une « nouvelle résolution conciliante » venait d'être présentée. Il proposa de la mettre aux voix immédiatement et de laisser à plus tard les explications de vote.

Ainsi fut voté à l'unanimité, en une minute, un texte qui n'avait pas fait l'objet de la moindre délibération et qui, une heure plus tôt, n'avait été connu que d'une petite minorité des délégations.

Capitulation des pays arabes affirme le G.G.

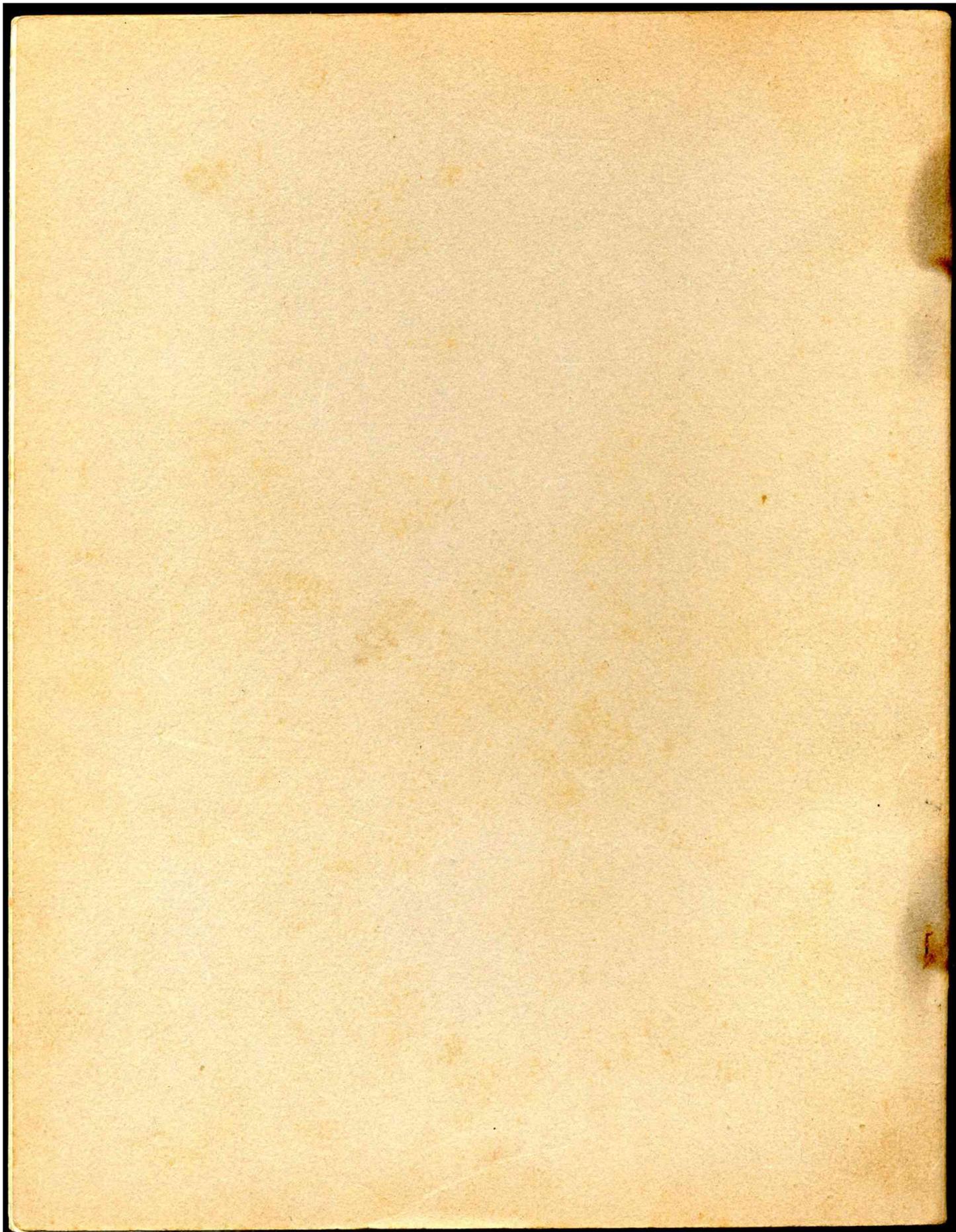
Commentant le vote de l'ONU, M. Michel Goslin, porte-parole du Ministre-résident, a déclaré hier soir :

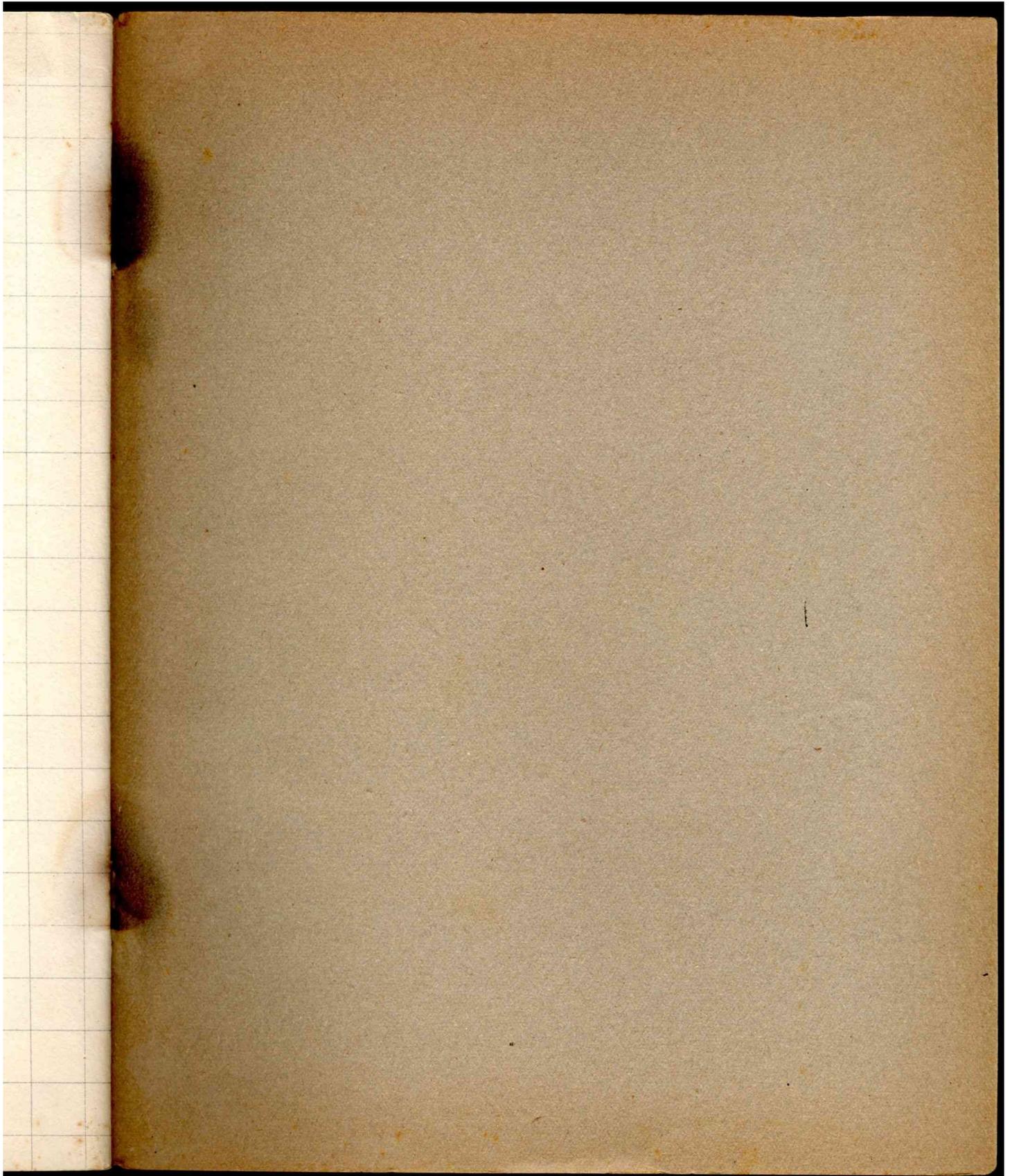
« D'après des renseignements officiels parvenus de New York, cette résolution consacre l'échec des délégations qui voulaient une condamnation de la France et l'intervention de l'ONU dans les affaires algériennes. »

« Cette unanimité provient d'une manœuvre : Pour sauver la face, et pour éviter que le projet ne fût voté contre eux, les Arabo-Asiatiques le votèrent eux aussi. »

« Cette manœuvre apparaît comme une capitulation pure et simple des pays arabes. »

*a bien une dizaine, par ici. Et pourtant les mots d'ordre
clis. Et pourtant, tout le monde accepte quel Français soit
Hristi, que le Français ne mette en colère, emprisonne*





premier collège retarda jusqu'à nos jours son application.

Est-il trop tard pour bien faire ? Ceux qui ont élaboré puis appliqué cette réforme ont estimé que l'« état d'urgence » ne devait pas les détourner de leurs objectifs.

Plus que toute autre région, la Kabylie leur parut se prêter à cette expérience. Les maisons s'agglomèrent pour constituer, au sommet des pentes, des villages qui ressemblent davantage à ceux de la métropole qu'aux mechtas éparpillées d'Oran à Constantine. La structure même de l'habitat s'y révèle propice à une organisation communale. Les habitants de ces villages, dont se détache parfois, plus cossue que les autres, la demeure petite-bourgeoise d'un ouvrier retour de France, ont effectivement atteint un remarquable degré d'évolution. Du temps qu'ils allaient à l'école 70 % des enfants savaient (fort bien) lire et écrire dans ce pays où sont issus la plupart des instituteurs musulmans. On y décela une réserve de secrétaires de mairie.

Fussent-ils frustes enfin — et le sont-ils tellement plus que certains bergers des Basses-Alpes ou quelques fermiers de la Lozère ? — les montagnards des plus lointains hameaux ont élu, tout au long d'une histoire imprégnée de liberté, des assemblées rurales, les djemaâs, qui tempéraient le pouvoir des caïds, moins influents qu'en « pays arabe ». Car on s'était aussi souvenu que ces Kabyles, dont on louait soudain les « traditions démocratiques », étaient Berbères. Et, malgré la guerre du Rif, les troubles du Moyen-Atlas et en Algérie l'insurrection des Aurès et des Nementcha — territoires précisément peuplés de Berbères — on vit avec une inaltérable assurance, dans ces particularités ethnique et linguistique de la population, un gage supplémentaire du succès de l'entreprise.

Est-il trop tôt ?

Des « élections libres ». L'expression, courante, assez maladroite, indique implicitement que les règles de la démocratie n'ont pas toujours été observées lors des consultations populaires qui se sont déroulées autrefois. Cela chacun le sait, et d'abord depuis 1948 ces milliers de Kabyles qui étaient venus voter à Tizi-Ouzou en marchant très longtemps, parfois pieds nus, sur les graviers de la sèche vallée du Sabaou et qui s'en retournèrent, le soir, dans leurs masures après l'élection d'un candidat auquel ils n'avaient manifestement pas apporté leurs suffrages. La plupart des électeurs avaient voté — ou voulu voter — pour les candidats du Parti populaire algérien de Messali Hadj ou pour ceux de l'Union démocratique du Manifeste, dirigée par Fehrat Abbas. Un administrateur estimait que ces deux groupements auraient dû recueillir 70 % des voix. Une étude approfondie de la Kabylie aurait pu inciter les créateurs de nouvelles communes à penser que des partisans du P.P.A. et de l'U.D.M.A. risquaient très naturellement de subir dix ans plus tard l'ascendant du F.L.N., héritier dans une large mesure de ces deux formations. Et cet ascendant s'exerça d'autant plus vivement que nous sommes ici dans le pays de Krim Belkacem, bon sergent de l'armée française, qui n'avait, dit-on, pour seule ambition que d'être nommé garde champêtre, tua le candidat qu'on lui avait préféré, fut bandit avant d'être rebelle et s'étonne maintenant d'être quelque chose comme général de l'« Armée de libération »... Les rebelles qui sillonnent le nouveau département se sont plus solidement implantés autour de Fort-National, de Michelet et d'Azazga, dans ce bastion que forment les montagnes de la Haute-Kabylie. De brefs et impitoyables « accrochages » s'y produi-

(1) Voir le Monde du 21 février 1957.

IMPOTS Formalités, vérifications
déclarations, conseils.
Ec. R. V. Boite post. 180-17, Paris-17^e.

Une seconde « administration »

Encore n'oserait-on pas affirmer que les populations n'aient pas craint en cas de refus de subir le traitement réservé aux villageois de Haute-Kabylie. Ailleurs les groupes rebelles, à l'aide de plusieurs moyens — dont l'assassinat de certains membres de délégations spéciales, — ont empêché les musulmans qui en auraient eu le désir de répondre à l'appel lancé par les services préfectoraux. La pression qu'ils exercent est d'ordre politique plutôt que militaire. La rébellion a constitué, elle aussi, sa propre administration : clandestine, primitive, mais relativement efficace. Elle prélève des impôts par l'entremise des anciens « chefs de village », qui tiennent à faire oublier un long passé de « coopération ». Elle règle les conflits qui surgissent entre les cofs (2). Elle rend la justice à sa manière et empêche, en tout cas, le pouvoir judiciaire de la rendre. Tizi-Ouzou possède un grand palais de justice, qu'encombraient autrefois, parce qu'ils ont le goût des « chicayas » (ces chicanes

vieillards à s'incliner devant une autorité dont les efforts lui paraissent excessifs pour un résultat après tout si modeste...

(2) Ensemble de familles liées par des intérêts communs.

Plus de deux milliards de crédits pour les nouvelles communes

Des crédits d'un montant de 2 214 millions, prélevés sur le budget de l'Algérie, viennent d'être alloués aux nouvelles communes de plein exercice créées en application du décret du 28 juin 1956. Chaque commune recevra en moyenne 9 millions, d'où il résulte que deux cents cinquante environ bénéficieront de cette allocation. On entend ainsi fournir dès à présent des moyens d'action aux organismes provisoires récemment mis en place — délégués ou délégations spéciales — qui seront à même de faire effectuer divers travaux d'équipement communal (construction d'écoles, de pistes, etc.).

Dix élèves musulmans démisionnaires du Centre de formation administrative seraient « emprisonnés » en Algérie

L'Union générale des étudiants musulmans algériens (U.G.E.M.A.) affirme dans un communiqué qu'au moins vingt de ses adhérents ont été arrêtés, enlevés ou « emprisonnés » au cours des dernières semaines. Neuf étudiants de Toulouse ont été arrêtés pour distribution de tracts, un maître d'internat du lycée Eugeaud, à Alger, a été « enlevé », et, tout récemment, un étudiant en droit d'Alger, Malek Hachem, aurait été « séquestré ».

Quant aux dix élèves qui avaient été transportés à Alger après leur décision de désertir le Centre de formation administrative du Tremblay (Seine-et-Oise), l'U.G.E.M.A. assure qu'ils n'ont pas été rendus à leurs familles, comme l'a annoncé le rectorat d'Alger, mais qu'ils ont été « emprisonnés » au camp d'« hébergement » Sirocco de Cap-Matifou. Selon la même organisation des « pressions inqualifiables » seraient exercées sur eux « pour les conduire à désavouer les termes de leur lettre de démission et les obliger à se présenter à l'examen de fin d'études ».

Ces mesures, ajoute l'U.G.E.M.A., n'entameront en rien la volonté des étudiants algériens de lutter « pour qu'une ère de justice et de liberté s'instaure définitivement dans leur pays ».

RÈGLEMENTS DE COMPTES ENTRE NORD-AFRICAINS A PARIS ET EN PROVINCE

Quatre morts

Plusieurs règlements de comptes entre Nord-Africains ont été enregistrés dans la journée d'hier.

A Paris quatre Algériens, armés d'une mitraillette et de revolvers, ont fait irruption à 22 heures dans la salle de restaurant d'un hôtel, 29, rue de la Goutte-d'Or, et ont tiré sur les clients, atteignant six d'entre eux. Trois sont morts : M. Tahar Chabane, vingt-quatre ans, étudiant, et son frère Mohamed, vingt-huit ans, ouvrier rouleur, ainsi que M. Yernèche Ramdane Ben Mohammed, vingt-huit ans, ouvrier spécialisé. Trois autres ont été blessés. Tous demeurèrent à l'hôtel, dont le propriétaire, M. Tahar Seghir, semblait visé par les agresseurs. Ces derniers ont réussi à s'enfuir, abandonnant deux revolvers sur les lieux.

Dans le 17^e arrondissement, boulevard Bessières, M. Boukhtouche Hanasi, vingt-cinq ans, a été tué par un coreligionnaire dans un café, devant une quinzaine de témoins. Le meurtrier a réussi à s'enfuir.

La brigade des agressions enquête sur ces attentats.

Cette semaine dans **Dem**

ALBERT CAMUS : LE S
DES

LA CRISE DU F.

Scandale littéraire à " la I

EN VENTE PARTOUT

EN DEÇA ET AU DELA DU DJURDJURA

Une « réforme municipale » louable en soi mais tardive ou prématurée

Tizi-Ouzou, 22 février. — Tizi-Ouzou a un préfet mais n'a plus de maire. Victime d'un attentat, de nouveau menacé, l'édile a préféré quitter la ville. Le chef-lieu du département de Grande-Kabylie n'est même pas géré par une délégation spéciale. Les musulmans pressentis se sont dérobés, et dans ces conditions aucun Européen n'a jusqu'ici voulu assumer une tâche ingrate. Un jeune administrateur civil, M. Coutelen, s'est installé à la mairie, où il expédie, à la satisfaction de tous, les affaires courantes.

On constatera simplement qu'il est plus facile en Algérie au mois de février 1957 de nommer des préfets et des sous-préfets que d'amener la population des communes à désigner des « délégations spéciales » destinées à être — plus tard — transformées en conseils municipaux (1).

Est-il trop tard ?

La création de nouveaux départements à l'échelle de ceux de la métropole et l'institution à l'intérieur de ces divisions administratives de nouvelles collectivités locales rappelant, par leur étendue plus restreinte et leur mode de gestion, les « bonnes petites communes françaises » obéissent à de louables mobiles. Les promoteurs de cette réforme ont voulu mettre fin à l'état de « sous-administration » dans lequel était plongé le pays et en même temps confier aux Algériens, comme l'exige la démocratie en deça et au delà de la Méditerranée, la gestion de leurs propres affaires.

La suppression des « communes mixtes », dont la superficie trop étendue décourageait les administrateurs eux-mêmes, atteste mieux que tout autre exemple cette volonté de doter enfin l'Algérie d'une administration démocratique.

Mais, comme nous sommes ici dans le pays des regrets superflus, on peut rapidement se souvenir que cette mesure était, entre autres, incluse dans un « statut » voté il y a dix ans et que l'opposition de la plupart des élus du premier collège retarda jusqu'à nos jours son application.

Est-il trop tard pour bien faire ? Ceux qui ont élaboré puis appliqué cette réforme ont estimé que l'« état d'urgence » ne devait pas les détourner de leurs objectifs.

Plus que toute autre région, la Kabylie leur parut se prêter à cette expérience. Les maisons s'agglomèrent pour constituer, au sommet des pentes, des villages qui ressemblent davantage à ceux de la métropole qu'aux mechtas éparpillées d'Oran à Constantine. La structure même de l'habitat s'y révèle propice à une organisation communale. Les habitants de ces villages, dont se détache parfois, plus cossue que les autres, la demeure petite-bourgeoise d'un ouvrier retour de France, ont effectivement atteint un remarquable degré d'évolution. Du temps qu'ils allaient à l'école 70 % des enfants savaient (fort bien) lire et écrire dans ce pays d'où sont issus la plupart des instituteurs musulmans. On y décela une réserve de secrétaires de mairie.

Fussent-ils frustes enfin — et le sont-ils tellement plus que certains bergers des Alpes — ou quelques fermiers

sent, comme le révèle des informations qui tiennent lieu de communiqués.

Alger offre l'aspect d'une ville en état de siège : Tizi-Ouzou le matin, quand les soldats frileusement engoncés partent, debout sur les camions, évoque une ville proche du « front », un « front » qui est ici discontinu, mouvant, indiscernable. Alors les passants en burnous ne sont guère d'humeur à s'intéresser à la « réforme municipale » (aux problèmes d'adduction d'eau) et passent sans le voir à côté des affiches qui exaltent les « libertés communales » et que la pluie désagrège...

Après avoir été tardive, cette réforme n'est-elle pas maintenant prématurée ? Ses objectifs ne prêtent guère à critique, mais les circonstances dans lesquelles on l'applique — alors que le calme n'est pas le moins du monde rétabli et que personne ne discerne bien l'avenir de l'Algérie malgré la « déclaration d'intentions » de M. Guy Mollet — diminuent ses chances de réussite et, partant, son intérêt. Et les moyens employés en Haute-Kabylie, pour contraindre des milliers de personnes à l'apprentissage d'élections libres sont peu propres à lui conférer un pouvoir de séduction...

Sans doute est-on parvenu, à la limite des grandes montagnes, dans les régions de Tighzrit, de Dra-El-Mizan et de Bouira à constituer des délégations spéciales dont l'existence consacre seulement une « coopération » depuis longtemps instaurée entre les habitants de quelques communes et les autorités civiles et militaires. Mais la portée de ces réussites ne dépasse guère le cadre restreint dans lequel des circonstances particulières (présence de sous-officiers musulmans que n'a pas effleurés le nationalisme, hostilité de certains douars à la personne d'anciens caïds ou bachagas) les ont rendues possibles.

Une seconde « administration »

Encore n'oserait-on pas affirmer que les populations n'aient pas craint en cas de refus de subir le traitement réservé aux villageois de Haute-Kabylie. Ailleurs les groupes rebelles, à l'aide de plusieurs moyens — dont l'assassinat de certains membres de délégations spéciales, — ont empêché les musulmans qui en auraient eu le désir de répondre à l'appel lancé par les services préfectoraux. La pression qu'ils exercent est d'ordre politique plutôt que militaire. La rébellion a constitué, elle aussi, sa propre administration : clandestine, primitive, mais relativement efficace. Elle prélève des impôts par l'entremise des anciens « chefs de village », qui tiennent à faire oublier un long passé de « coopération ». Elle règle les conflits qui surgissent entre les cofs (2). Elle rend la justice à sa manière et empêche, en tout cas, le pouvoir judiciaire de la rendre. Tizi-Ouzou possède un grand palais de justice, qu'encombraient autrefois, parce qu'ils ont le goût des « chicayas » (ces chicanas

interminables qui alimentent le folklore kabyle), des plaideurs excessifs. Plus aucun procès ne se plaide devant le tribunal civil et les membres du barreau, devenus avocats sans cause, ont dû demander un prêt au ministère des finances.

Et pour finir

En acceptant de participer à la « réforme municipale » les habitants de la Grande-Kabylie auraient paru donner leur assentiment à un système qu'ils condamnent. En essayant de les y contraindre les autorités ont accru des difficultés déjà suffisamment graves, exaspéré un mécontentement qui n'avait nul besoin d'être avivé et provoqué d'inutiles et douloureuses frictions. Bornons-nous à citer un seul exemple : les incidents dont le territoire des Ouadhias a été le théâtre après l'assassinat du lieutenant Jacotte, officier des S. A. S., que des villageois étaient accusés d'avoir laissé mourir sur la route sans lui porter secours, révèlent l'état de tension qui règne actuellement à l'horizon montagneux de la préfecture de Tizi-Ouzou. Les habitants furent contraints de demeurer chez eux durant dix jours. Des témoins que l'on ne peut soupçonner de mentir ni même de se tromper affirment que vingt-quatre exécutions sommaires suivirent la mort de l'officier. En décrétant que des villages entiers s'étaient « exclus de la communauté française » l'autorité civile, avec tous les risques d'erreurs tragiques que cela comporte, assimilait la masse musulmane de certaines zones aux insurgés. Les mesures rigoureuses dont elle a pris l'initiative ont sans doute gêné les rebelles. « Malgré leur caractère de contrainte », elles n'ont guère détaché d'eux pourtant les populations qu'elles prétendaient rallier. Et il n'est guère de résultat plus navrant que la constitution de « délégations spéciales » dans ces bourgades, où les représentants du F. L. N., satisfaits de la longue résistance des populations et l'estimant désormais inutile, autorisent quelques vieillards à s'incliner devant une autorité dont les efforts lui paraissent excessifs pour un résultat après tout si modeste...

(2) Ensemble de familles liées par des intérêts communs.

Plus de deux milliards de crédits pour les nouvelles communes

Des crédits d'un montant de 2 214 millions, prélevés sur le budget de l'Algérie, viennent d'être alloués aux nouvelles communes de plein exercice créées en application du décret du 28 juin 1956. Chaque commune recevra en moyenne 9 millions, d'où il résulte que deux cents cinquante environ bénéficieront de cette allocation. On entend ainsi fournir dès à présent des moyens d'action aux organismes provisoires récemment mis en place — délégués ou délégations spéciales — qui seront à même de faire effectuer divers travaux d'équipement communal (construction d'écoles, de pistes, etc.).

et Constantine suffisaient à énumérer, vieilles leçons de géographie, les trois seules préfectures d'une trop grande Algérie.

Vu sur les cartes

En même temps que Tizi-Ouzou d'autres bourgs bénéficiaient d'une soudaine promotion : Bordj-Menaïel — deux files de maisons sur la grand'route d'Alger. — Bouira, que l'on atteint en traversant, entre les tours de guet, les gorges de Palestro, et Fort-National, tout là-haut dans le froid et dans la lumière, devenaient sous-préfectures. Cette dignité sera prochainement conférée à la lointaine Azagga et à Dra-El-Mizan, à moins que ce ne soit à Palestro.

Mais il importe peu, sinon aux sous-préfets, que le « département de Grande-Kabylie » se subdivise en quatre ou six arrondissements. Son territoire, qui n'était hier constitué que de vingt-quatre communes, dont huit étaient des communes mixtes (1), en groupera, de toute façon, cent soixante : ce qui n'est pas excessif puisqu'on peut dénombrer, hissés de crête en crête, trois mille villages dans ce pays où vivent, autant que d'incertains recensements permettent de l'établir, 900 000 Berbères et 13 000 Européens au plus.

Telles sont les notions, un peu trop générales, que l'on acquiert dans les nouveaux bâtiments administratifs de la nouvelle préfecture. On y voit, un peu partout, des cartes : circonscrit par des traits gras, strié de lignes plus ténues qui délimitent les arrondissements, morcelé par des pointillés qui enserrant des communes, le département de Grande-Kabylie ne paraît pas, ainsi, tellement différent de celui de Lot-et-Garonne. N'est-il pas doté, comme il se doit, d'un préfet, M. Robert Vignon, et, ça et là, de sous-préfets ? Et ne voit-on pas, au surplus, sur les mêmes cartes une trentaine de taches rouges signalant qu'un nombre équivalent de communes sont représentées par des « délégations spéciales » en attendant de l'être par des municipalités, après des élections libres, « trois mois après le retour au calme... » ?

D'un versant à l'autre

Point noir au centre d'une de ces taches rouges, voici Bezzit, un seul nom pour deux villages : l'un plaqué dans le soleil contre la neigeuse sculpture du Djurdjura, l'autre, un peu plus bas, sur une pente d'ombre. On les découvre — et tressaute la jeep ! — au bout d'une longue piste qui monte, descend, vire à droite, s'incurve à gauche, ici se bombe et là s'affaisse. Le capitaine Billotet, officier des sections administratives spéciales (S.A.S.), y accueille M. Courière, sous-préfet de Bouira, civil apparemment insolite dans un bled qu'il connaît pourtant très bien. Un Kabyle se tient discrètement près de la garde maghzen et des harkas qui présentent les armes : M. Oulmi Saïd, président de la « délégation spéciale ». Derrière

(1) Communes gérées par un administrateur nommé et non élu.

(2) Arrêté préfectoral n° 146.

(3) Voici, résumés par les services préfectoraux de Tizi-Ouzou, à l'usage des administrateurs civils et militaires, deux « thèmes » à développer dans les allocutions aux populations « des villages réticents » :

« 1° S'étant exclus d'eux-mêmes de notre communauté, les habitants du village ne peuvent profiter des avantages de notre administration ;

« 2° Les habitants ont tous intérêt à accepter les conditions mises au retour au sein de notre communauté. Les libertés communales, accordées comme en France, permettent aux Kabyles de gérer eux-mêmes librement les affaires de la commune. Il suffit de construire des djemaas. »

VIN DES ROCHERS

Il est des plaisirs dans la vie
Qu'on peut s'offrir à peu de frais.
Le vin des Rochers est un mets
Qui doit le plus vous faire envie.

blier que l'on se bat derrière cette montagne, et que vérité en deçà peut être erreur au delà...

Une famine organisée

Le Djurdjura, comme à Bezzit, barre toujours le ciel, mais nous voici maintenant de l'autre côté, à la sortie de Fort-National, très haut, sur une route incertaine où s'allonge, comme immobile, blanche entre des plaques de neige blanche, une file d'âniers. Combien sont-ils ? Mille ou deux mille ? Ils sont venus de villages où la population n'a pas voulu fournir aux autorités, en élisant une délégation spéciale, la preuve de loyalisme que celles-ci escomptaient.

Les petits ânes exténués baissent la tête avant de s'engouffrer l'un derrière l'autre sous une des deux voûtes d'architecture militaire qui donnent étroitement accès à Fort-National, où leurs maîtres espèrent trouver de quoi manger. Car il est à peu près impossible de se ravitailler dans les « zones d'isolement », d'où ces villageois sont sortis sans autorisation officielle, à leurs risques et périls. On appelle « zones d'isolement » ces régions de Michelet, d'Azagga, de Port-Gueydon (hier de Fort-National), dont les populations, accusées de prêter main-forte aux rebelles ou de ne pas s'opposer à leur action, et par conséquent de s'être « exclues de la communauté française », ont été privées des « avantages de notre administration ».

L'administration, autrefois, avait fait construire des routes, aujourd'hui trop souvent coupées ou minées. La circulation fut donc réglementée au point d'être interdite aux personnes et aux biens (2). Les voitures des épiciers ambulants ne se sont plus dirigées vers les hameaux d'où il était au demeurant impossible de s'éloigner. Alors commença, au début de l'hiver, un blocus dont pâtirent les habitants des Ouadhia, des Beni-Yenni, de beaucoup d'autres lieux, au total plus de deux cent mille personnes. Les plus riches ont mangé les maigres produits de leur récolte : ces figues sèches qui ont fait connaître le nom de Tizi-Ouzou, des olives dont ils ne pouvaient écarter l'huile et des galettes d'orge. Les autres ont subsisté comme ils l'ont pu, et près de Port-Gueydon certains se contentèrent de glands. Pendant ce temps quelques trafiquants proposaient dans les hameaux isolés — car à l'intérieur même des « zones » la circulation fut réglementée — des boîtes de lait condensé à 250 francs...

Quelques mesures de tolérance, destinées de toute évidence à conserver des administrés aux administrateurs, atténuent parfois la rigueur de ces mesures. Les âniers affamés qui pénètrent maintenant à Fort-National auront parcouru aller et retour 40 kilomètres et parfois plus, mais ils apporteront chacun à leur famille quatre ou cinq pains,

SECOURS A L'ALGÉRIE

L'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française signale la situation dans laquelle se trouvent deux familles d'Algérie frappées par le terrorisme.

« Deux frères, Jean et Antoine D..., habitant Alger, ont été tous deux abattus à quelques jours d'intervalle. Le premier laisse une veuve et deux enfants âgés de neuf ans et quatorze mois ; l'autre, une veuve et trois enfants âgés de neuf, huit et cinq ans. Ces deux femmes, pleines de courage et de mérite, font l'impossible pour continuer à élever leurs enfants, mais ayant à faire face à des nécessités urgentes elles ont besoin de notre aide. »

Envoyez dons en espèces, soit par mandat soit par chèque bancaire « Secours à l'Algérie », 9, rue Louis-le-Grand, Paris-2^e, soit par virement postal à U.S.R.A.F.-Secours à l'Algérie, compte n° 14.533-10 Paris.

puis pour la succubonner.

Un sentiment de discipline national pendant le débat aux Nations unies de grande de nos adversaires. Cette discrétion nous paraît impossible de continuer à ga dont nous avons pu contrôler l'identité, dence élémentaire ils nous ont demandé les discours il n'est question que de coop portés nous éloignent à coup sûr du but

Les récits de nos correspondants sont concordants : des scènes de pillage ont suivi l'ouverture par la force des magasins musulmans demeurés clos. L'armée et la police — au moins les premiers jours — ne sont pas intervenues pour protéger les biens des commerçants en grève.

A Bône, écrit l'un de nos lecteurs, le lundi 28 janvier « des patrouilles de soldats et de policiers armés de pioches et de pinces de carrier ont commencé à éventrer les rideaux de fer et les portes des magasins. En quelques heures produits alimen-

M. LACOSTE : on pressent les prodromes d'un renversement possible.

Commentant le vote de l'O.N.U., dans une interview accordée à Carrefour, M. Robert Lacoste déclare notamment :

« L'opinion musulmane, qui avait déjà été très frappée par la fermeté déployée par la France pendant la semaine de l'O.N.U., fermeté qu'elle n'attendait pas, a été frappée par la décision onusienne qu'elle n'attendait pas non plus. Elle incline maintenant à beaucoup plus de modération. Nous sentons déjà un mouvement qui la fait sortir de l'intransigeance où la tenait la terreur F.L.N. Des personnages religieux ont bien voulu venir jusqu'à moi pour se rendre compte de nos véritables sentiments par rapport au petit peuple algérien. Cette démarche était plutôt sympathique. »

« Dans le Constantinois nous avons assisté au cours des huit derniers jours à quelques redditions de fellagas, ce qui n'était pas arrivé depuis plusieurs semaines. Les nouvelles que l'on reçoit d'Oujda montrent que les Algériens du Maroc, qui sont parmi les plus excités, ont été véritablement touchés. Il est encore trop tôt pour mesurer l'étendue exacte des répercussions des décisions de l'O.N.U., mais il est certain que l'on pressent les prodromes d'un renversement possible. »

Deux députés socialistes invitent le gouvernement à prendre ses responsabilités

Commentant le vote de l'O.N.U., dans le Populaire du Centre, M. Jean Le Bail, député S.F.I.O. de la Haute-Vienne, écrit :

« Notre victoire comporte un grand devoir : ne pas décevoir la confiance qu'on met en nous pour trouver une « solution pacifique, démocratique et juste ». En décourageant la mauvaise volonté des chefs rebelles, les Nations unies nous ont fourni l'occasion de démontrer notre bonne volonté. Notre victoire nous lie donc plus que toutes les recommandations dont on nous a fait grâce. Elle nous fait un devoir de tenir les promesses que, de nous-mêmes, nous avons faites aux Nations unies. »

De son côté, M. Arthur Conte, député S.F.I.O. des Pyrénées-Orientales, écrit dans l'Indépendant de Perpignan :

« La parole est maintenant à M. Guy Mollet et à M. Robert Lacoste. Souhaitons qu'au plus tôt ils prennent les responsabilités nécessaires pour jeter courageusement les bases d'une fraternelle coopération musulmane. »

« Souhaitons avec plus de force encore — car la conviction du président du conseil et du ministre résidant n'est plus à démontrer — que les dirigeants du F.L.N. cessent de s'acharner dans une haine jérémyenne et un terrorisme abominable devant lesquels la France ne cédera jamais... »

EN DEÇA ET AU DELA DU DJURDJURA

Ilots de calme et zones d'isolement en Kabylie

Tizi-Ouzou, ... février. — Deux routes qui se croisent sous la pluie pour constituer tant bien que mal une place et qui s'en vont buter aux quatre points cardinaux contre des montagnes tachetées de neige grise : Tizi-Ouzou. On y découvre les Kabyles avant la Kabylie : des paysans trapus aux larges visages mats, que l'on pourrait rencontrer à Saint-Flour, ou de grands blonds racés comme ils n'en ont jamais eu en Allemagne... Les visages rappellent l'Europe; les vêtements, l'Amérique latine. Les hommes portent le burnous comme les Argentins le « poncho » ; les femmes ont des fichus rayés d'Indiennes, et, jupe verte et turban jaune, les fillettes parées sont couleur de perroquets. Et toute cette foule déferle entre les paniers d'oranges froides, vers le marché du samedi, dans le banal et aujourd'hui sinistre décor d'une petite ville d'Algérie. Car Tizi-Ouzou possède des maisons basses, une église sans histoire, une mairie comme il s'en est tant érigé sous la III^e République et, juchée au haut d'un escalier, une villa un peu moins modeste où s'ennuyait hier un sous-préfet. Cette demeure est devenue l'hôtel de

De notre envoyé spécial
EUGÈNE MANNONI

lui quelques patriarches en burnous blanc, les délégués. A Bezzit on s'était souvenu plus longtemps qu'ailleurs de Messali Hadj et de son M.N.A. Est-ce pour cela que des rivalités surgirent entre les groupes du F.L.N. et les gens du village qui les avaient rejoints ? Les habitants ne tardèrent pas en tout cas à regagner leurs demeures et à mandater auprès des militaires, pour leur demander protection, un de leurs notables, ancien rebelle lui-même, l'actuel président. Des circonstances particulières se prêtèrent donc à la désignation d'une délégation pratiquement constituée d'ailleurs depuis longtemps puisqu'en bon officier des S.A.S. que passionne sa tâche, le capitaine n'avait cessé de consulter les villageois les plus influents.

Alors, dans cet flot de calme, où de petits garçons entassés dans une école

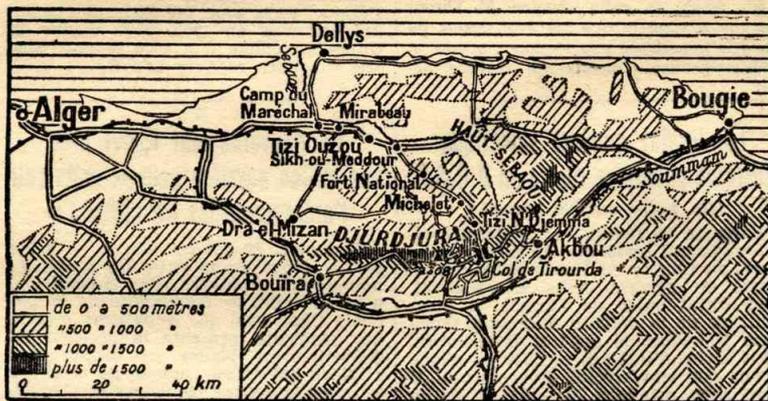
5 kilos de semoule, 2 kilos de pois chiches, 1 paquet de café et une boîte de sucre. Demain, comme elles le furent hier, leurs marchandises soumises à un rationnement pourraient être saisies...

Sans nouvelles...

L'administration avait aussi apporté dans les douars les plus lointains les bienfaits des Postes, Télégraphes et Téléphones. On les supprima. Les lettres expédiées à Timeghrazz (« par Larbaades-Ouacifs, commune mixte de Michelet ») ou à Tadert-Ougella (« douar Ben-Aïssi, commune de Fort-National ») sont renvoyées à l'expéditeur sans atteindre le destinataire. Alors on attend en vain les lettres de ce mari ou de ce fils qui habite Grenelle et s'étonne aussi de ne point recevoir de courrier ; on guette avec anxiété ces mandats qui permettaient de vivre, puisque soixante-dix mille Kabyles travaillant en France expédient chaque année au pays natal 13 milliards de francs...

Ailleurs on dit que les musulmans sont « terrorisés par une poignée de tueurs ». Il faut bien constater ici que l'autorité civile prend acte de la solidarité liant fellahs et fellagas — ou du moins proclame que cette solidarité existe — pour appliquer à un ensemble de populations des sanctions collectives. Pourtant, et bien que cela eût mis fin à leurs souffrances, les habitants de Haute-Kabylie n'ont pas constitué de « délégations spéciales », appellation moderne des vieilles djemaas berbères (3). Ils se sont même refusés, la plupart du temps, à solliciter ces « laissez-passer » qui auraient adouci leur sort...

(A suivre.)



la préfecture, puisque la ville est maintenant le chef-lieu d'un département qui n'existait pas du temps qu'Alger, Oran et Constantine suffisaient à énumérer, vieilles leçons de géographie, les trois seules préfectures d'une trop grande Algérie.

Vu sur les cartes

En même temps que Tizi-Ouzou d'autres bourgs bénéficiaient d'une soudaine promotion : Bordj-Menaïel — deux files de maisons sur la grand-route d'Alger. — Bouira, que l'on atteint en traversant, entre les tours de guet, les gorges de Palestro, et Fort-National, tout là-haut dans le froid et dans la lumière, devenaient sous-préfectures. Cette dignité sera prochainement conférée à la lointaine Azazza et à Dra-El-Mizan, à moins que ce ne soit à Palestro.

Mais il importe peu, sinon aux sous-préfets, que le « département de Grande-Kabylie » se subdivise en quatre ou six arrondissements. Son territoire, qui n'était hier constitué que de vingt-quatre communes, dont huit étaient des communes mixtes (1), en groupera, de toute façon, cent soixante : ce qui n'est pas excessif puisqu'on peut dénombrer, hissés de crête en crête, trois mille villages dans ce pays où vivent, autant que d'incertains recensements permettent de l'établir, 900 000 Berbères et 13 000 Européens au plus.

exiguë mais neuve accrochent leurs ché-chias aux murs avant de s'époumoner sur les syllabes, on serait tenté d'oublier que l'on se bat derrière cette montagne, et que vérité en deçà peut être erreur au delà...

Une famine organisée

Le Djurdjura, comme à Bezzit, barre toujours le ciel, mais nous voici maintenant de l'autre côté, à la sortie de Fort-National, très haut, sur une route incertaine où s'allonge, comme immobile, blanche entre des plaques de neige blanche, une file d'âniers. Combien sont-ils ? Mille ou deux mille ? Ils sont venus de villages où la population n'a pas voulu fournir aux autorités, en élisant une délégation spéciale, la preuve de loyalisme que celles-ci escomptaient.

Les petits ânes exténués baissent la tête avant de s'engouffrer l'un derrière l'autre sous une des deux voûtes d'architecture militaire qui donnent étroitement accès à Fort-National, où leurs maîtres espèrent trouver de quoi manger. Car il est à peu près impossible de se ravitailler dans les « zones d'isolement », d'où ces villageois sont sortis sans autorisation officielle, à leurs risques et périls. On appelle « zones d'isolement » ces régions de Michelet, d'Azazza, de Port-Gueydon (hier de Fort-National), dont les populations, accusées de prêter main-forte aux rebelles ou de

Des témoins européens des abus commis pendant

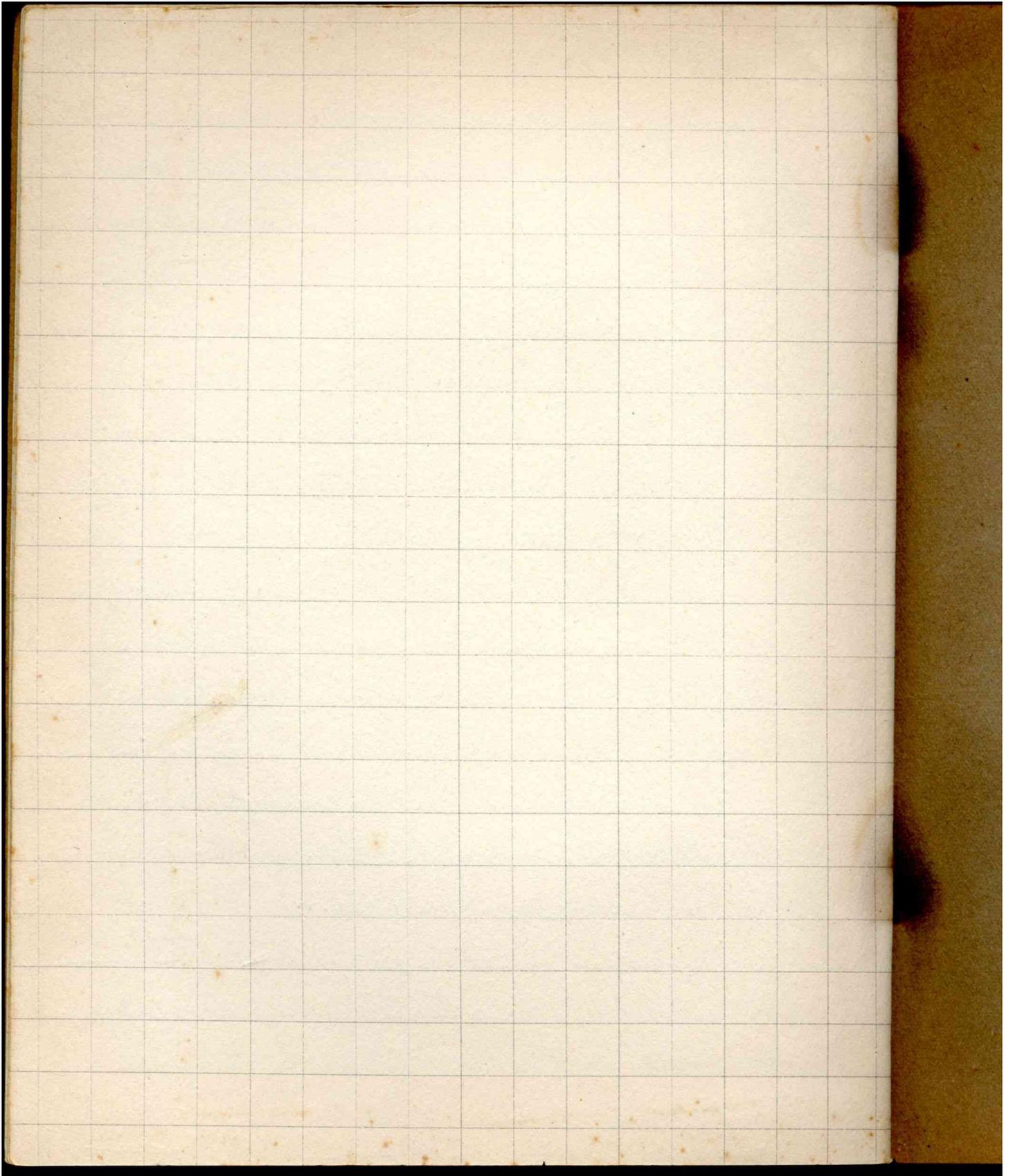
Nous avons reçu ces semaines dernières établis en Algérie, qui ont été témoins, et ordonnée par le F.L.N., et des mesures prises pour la sanctionner.

Un sentiment de discipline nationale pendant le débat aux Nations unies de garde de nos adversaires. Cette discrétion nous paraît impossible de continuer à garder dont nous avons pu contrôler l'identité, dence élémentaire ils nous ont demandé les discours il n'est question que de coop portés nous éloignent à coup sûr du but

Les récits de nos correspondants sont concordants : des scènes de pillage ont suivi l'ouverture par la force des magasins musulmans demeurés clos. L'armée et la police — au moins les premiers jours — ne sont pas intervenues pour protéger les biens des commerçants en grève.

A Bône, écrit l'un de nos lecteurs, le lundi 28 janvier « des patrouilles de soldats et de policiers armés de pioches et de pinces de carrier ont commencé à éventrer les rideaux de fer et les portes des magasins. En quelques heures produits alimen-

M. LACOSTE : on pressent les prodromes d'un renversement possible.



Le secrétaire d'un syndicat des Instituteurs (nouveau) écrit dans son bulletin à propos de la grève ~~et des~~ ^{de l'origine indigène}
« Les maîtres, eux, semblaient à l'abri de toute défaillance. Pourtant, ce 27 janvier, certains désertent l'école, oubliant des enseignements reçus de maîtres attentifs et affectueux, oubliant le devoir qu'ils avaient de transmettre cet enseignement aux enfants confiés à leurs soins.

Faisant fi de cette magnifique mission, ils ont abandonné leur poste sans un mot, sans même avoir le courage de dire s'il s'agissait ^{de} peur ou de conviction.

Si nous pouvons leur exprimer ce que nous ressentons en pareille circonstance, nous dirons que ceux qui ont ainsi trahi leur devoir doivent accepter, sans mot dire, les conséquences de leur comportement... » ^{peut-être à nous qu'il s'adresse et semble dire.}

« Bon sang et bonsoir, il faut être courageux, que diable. Vous êtes des traîtres, n'est-ce pas? Alors, proclamez-le hautement et sans qu'on vous le dise... »

Cher monsieur, vous oubliez quels traîtres ^{aussi des lâches} sont ~~les~~ ^{les} ~~traîtres~~ ^{les traîtres}. Il faut les freiner tels qu'ils sont... et continuer de les engraisser, car livrés à eux-mêmes, ils seraient maigres, maigres. C'est même la raison qui les fait des traîtres. Hô! regrette-t-on autant que vous regrettez qu'ils soient aussi des lâches. ^{Comme le dit M. Y. Reurent dans}

Pendant ce temps à Paris les difficultés s'amoncellent et la chambre en discutera toute la semaine pour essayer de en venir à bout. M. Mollet refuse de tomber sur 40 sous de lait. C'est toute sa politique que l'on a commencé de discuter. Bien entendu, on s'occupera de l'Algérie une fois de plus. Et une fois de plus, on ne décidera rien.

Il semble que, maintenant, à notre contact, les Français aient fait leur note fatalisme ^{bien connue} ~~musulmane~~ et qu'ils s'en remettent au mektoub du soin de résoudre la grosse question, l'unique question: garder ou perdre l'Algérie. Tandis que les musulmans s'en remettent au mektoub du soin de sauvegarder ou de leur enlever la vie...

Le Figaro littéraire a publié un très long article racontant l'arrestation et les tortures qu'il a subies et la mort de Pierre Brossolette, héros de la Résistance. J'ai eu ce journal en même temps que le quotidien qui relatait la mort de Mehidi, chef F.L.N., arrêté et qui venait de "se suicider" dans sa cellule...

L'Express publie les premiers notes de Serv. Sch... C'est remarquable. Mais la censure abattra dessus sa griffe implacable. Il faut s'y attendre et s'y préparer.

si vient

paraît qu'une question essentielle doit être réglée par les chambres auparavant :
il s'agit de savoir si l'ait va être augmenté de 40 sous ou non. Pour ce
qui est de l'Algérie, on verra après.

de garde.

estégers.

16 Mars

estégers.

estégers.

qui

J'ai été à la mairie pour m'entretenir avec le maire qui m'a dit qu'on allait
inaugurer notre nouveau local destiné à la Cantine Scolaire. On se
prépare à aller ramasser les enfants dans les villages, on escompte
une scolarisation normale d'ici peu de jours. Et l'inauguration
de la Cantine devra avoir une petite allure de ralliement -
discrète mais significative...

estégers

estégers

J'ai trouvé le Cap plein d'optimisme : les Kabyles sont
fatigués des rebelles; les Kabyles reviennent en masse, c'est très
net à la mairie où tout le monde vient réclamer des pièces ou
du travail. Mon ami L. triomphe modestement et tous les
visages étaient ouverts copiant l'air épanoui du patin.

a facile.

estégers

On m'a expliqué qu'à E. les harkas étaient formées
et les gens munis d'armement. La première descente sera
suivie d'une manière à faire passer aux autres le goût de
s'en aller. Tout laisse espérer que bientôt on pourra annoncer
la pacification de E. Ce qui provoquera une série d'autres
pacifications. Puis la confiance renâtra peu à peu et la collaboration
et les ~~bons~~ jours reviendront. Avec le printemps et la sécheresse.

estégers

estégers

estégers

estégers

estégers

5 mars

Le Capitaine est descendu à Zaouït. Il a rassemblé la population qui vient d'être ravie d'un 3^e poste de garde installé à la mosquée.

Hamad n'a
dit que, effrayé,
il semble que
certains aient
demandé ce
poste.

Je suis content a dit le Cap. que vous ayez demandé un 3^e poste de garde. Cela prouve que vous êtes avec nous et que vous voulez que nous vous protégeons. D'ailleurs, c'est votre droit et nous vous protégeons contre ceux qui vous tuent. Vous êtes avec nous, ~~car~~ non seulement vous avez demandé ce 3^e ~~post~~ poste mais vous n'avez pas hésité à offrir la mosquée avec le minaret qui servira de mirador. Eh bien, cela ne fait plaisir, voyez-vous -

16 mars

Ici, il s'agit
simplement de
designer des
hommes qui
formeront la
milice chargée
de veiller à la
sécurité de
l' village.

Maintenant je vais vous demander autre chose. Nous allons constituer une jema et vous me désignerez les représentants. Bon. Quels sont vos représentants. Qui ils s'approchent de moi...

Je vois. Vous voulez peut-être que je les désigne. Oh! ce sera facile. J'écrirai les noms sur des bouts de papier et nous prendrons au hasard. Il n'y aura rien à dire n'est-ce pas?...

Le Capitaine a continué sur ce ton dans le silence le plus angoissé. Personne n'a demandé ce 3^e poste; personne ne veut être désigné; personne ne veut être peiné ou égorgé. Bon. Il n'est pas loin de Zaouït. Et entre les deux, les maquisards attendent tranquillement que le Capitaine ^{leur} désigne les victimes.

6 mars

Nous attendons tous avec impatience le retour d'Amérique de Guy Mollet: il serait d'occuper d'Algérie à son retour d'Amérique mais il

ont fui le village pour dormir dans les champs, ils ne trouvent pas les suspects bien sûs, mais ils trouvent leurs ^{épouses} ~~épouses~~ et leurs soeurs. Et parfois on s'entend les femmes crier. Le capitaine veut absolument que le village se rallie. Il a dû constater que la meilleure méthode pour cela était de faire violer les femmes par les soldats. Cette méthode a déjà réussi aux O. On s'attend à ce qu'elle soit appliquée chez nous. / En par avant, si c'est possible, quel voudrait ramener la femme ici pour la mettre à l'abri. On ne peut que l'approuver et plaindre ^{toutes} celles qui ne pourront fuir... ou du moins leurs maris!

- Voilà, lui ai-je dit, une façon infailible d'émanciper les femmes. Ce coup-ci, elles comprendront ce que il en coûte de se révolter, et de prétendre d'un clin d'oeil changer le Français d'Algérie.

On peut se demander aussi pourquoi les maquisards choisissent ce moment pour s'éloigner ^{notre} du village et aller ailleurs exiger des ^{autres} villages où ils font gigots de moutons et tapis de laine. Je ne prétends pas certes qu'il faille empêcher les rations et arrêter les blindés mais ces petits patronilles qui vont de nuit faire leurs visites par trop indiscrettes et deshonorantes, pourquoi ne rencontrerait-elle pas une autre patronille de "patriotes aguerris" qui s'expliquerait avec elle? La même idée est venue à quel et toute sans la tête de sens de chez nous qui en ont vraiment assez.

ou tuer. Tout le monde a choisi de marquer le Français, d'en faire un ennemi afin de ne pas mourir en traître. Mais on continue quand même de mourir en traître, de mourir honteusement afin que les "purs" se donnent l'illusion d'être vraiment purs, afin que les lâches apprennent à s'acquiescer, afin que les futurs héros de la nation algérienne reconquissent sans faiblesse notre commune dignité ^{depuis longtemps} ~~surfondés~~ ^{ou instructement} bafoués et assurent à jamais le bonheur de toutes les veuves et de tous les orphelins : quelle qu'elle ait été.

En attendant, dans les villages, les gens commencent à se ^{en} laisser. On leur demande de l'argent, ils ne savent d'où le tirer, ils sont tenus d'héberger les maquisards et de leur servir bonne chair, il faut qu'ils rompent tout contact avec les Français et qu'ils se rebouillent tout de même à ne manquer de rien. Il faut qu'ils se mettent tous hors-la-loi et qu'ils n'obéissent plus - mais aveuglément - qu'aux hors-la-loi. Les responsables des villages suscitent la crainte et l'admiration. Ils sont bien habillés, gras et gras et arrogants. Ils se sont déjà installés au pouvoir. Ils sont désormais indépendants. Mais restent tous les autres qui créent de la peur, de la terreur et de la haine tenace. Un jour ça ira mal pour les indépendants.

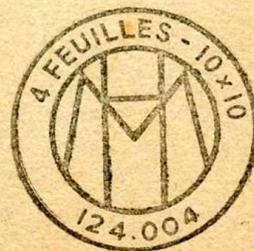
4 mai -- C'est le père de Guel venu voir son fils qui m'a mis au courant de ce qui se passe chez nous. Aujourd'hui Guel y est allé lui-même et en est revenu. Il est désespéré. Sa femme lui a dit qu'au cours du dernier latinage, il y a quatre jours, les soldats ne sont pas gênés pour tancer les filles. La nuit, quand ils viennent inspecter les maisons de ceux qui ~~ont~~

9



Rev. man 57
—

JEANNE D'ARC



Journal SA 10
18.2.57

LE VOTE DE L'O.N.U. SUR L'ALGÉRIE

VIE RELIÉE
à 9 h. en 1 h.
OFFICES BELLES
St-Jean l'Évangéliste
de tous h. 30, 9 h.
che : un BIRMAN
ECLAIR CINE h. 15
manche 14
M. NAISSANCES. — Ro
Après J. Jacques Lubrano, Un
Née aux Fractions Lopez, la con
Références. La Représent
Parents, aux grands-parents
Frag. au

Que venait-il faire là, le mort. Se trouverait-il sur la route après
le Courre-feu. A-t-il été extrait de prison pour exécution?
Comme
C'est tout ce fut le cas d'un fos d'assouza que plusieurs rencontrèrent
emmenés dans son village, les par les gendarmes, hier matin. On
pensait qu'on l'escortait ainsi pour vérifier ou utiliser ses renseignements
qu'il avait donnés... A midi, un gendarme va à la mairie
pour y déclarer son décès. Il est mort au cours d'un ^{engagement} ~~combat~~
a-t-il assuré précisé le gendarme.

✕ A Beni-Yenni, ~~par~~ on avait réussi à former une délégation.
Puis les maquisards se sont présentés la nuit. Ils se sont emparés
des délégués sous les pleurs. L'un d'eux a tiré et alerté ainsi
le fort militaire qui lui a porté secours. Maintenant il s'y est
refugié.

Dans différents points, on m'a signalé des redditions de rebelles
qui, une fois rassurés, entendent la tenue et se transforment
en guides.

J'ai appris avec plaisir le départ de M. A.

3 mars

Le brave Bella a été exécuté depuis plus de 10 jours. Et celui-là, qui a-t-il
fait? Qui ont fait tous les autres dont on s'est emparé immédiatement après
les grèves? Il y en a bien une dizaine, par ici. Et pourtant les mots d'ordre
du FLN sont respectés. Et pourtant, tout le monde accepte que le Français soit
mecontent, seigne, athriste, que le Français se mette en colère, emprisonne

mais aucun autre Kabyle. Il y a eu le laïus du Capitaine, celui du
d'p. et enfin celui du Préfet. J'ai gardé de tout cela une impression
pénible et le préfet que je n'avais jamais vu m'a paru sympathique et
intelligent. C'est certainement un homme de valeur, ~~de valeur~~
~~de valeur~~ et j'avais honte pour moi, pour lui, pour tous les hommes
qui tuent et pour tous ceux qui meurent. Pourtant j'ai regagné mon
école un peu reconforté, un peu libéré de cette honte même, parce que je me
disais, je sentais, que, dans leur cœur, ces hommes n'approuvaient
pas, étaient désespérés, désespérés et affreusement tristes, tout
comme moi, que nous étions tous écrasés par la même force aveugle,
que la responsabilité des uns et des autres était considérablement
~~atténuée~~ diminuée, ou réduite à néant, que seuls restent haïssables
ceux qui clament, et se justifient ou menacent. Il est peut-être
des circonstances où la victime et le bourreau perdent soudainement
leurs attributs, se rapprochent, se confondent et ressentent fraternellement
la même douleur, la même impuissance.

Avant-hier, les posts de garde ont été attaqués en plein après midi.
Au même moment, un convoi était arrêté quelques km plus loin, du
côté de Tmarit...

2 mars -- Rien de précis sur ce prétendu accrochage. Par contre plusieurs tués
à Azouza - les soldats ont tiré au hasard sur les gens - ils blessés à Azouza.
Ce matin, un mort sur la route d'Alger, abattu dans la nuit à 10h.

nessé
st.
voiss
mal
man
part
TIZ
FORT
ART. —
r en sec
di des Ous
roncejoindre
a. Aux
r dthie et
Mmison dép
verirs vœux
ar l'ans sa
au
M. SERVIL

3 mai

"Attendez", "il faut attendre."

Et quand vous dites à un mort d'attendre, il vous répond :
"J'ai l'éternité pour cela". Mais le vivant? - Le vivant, c'est
bien simple, il n'a qu'à mourir, lui aussi.

24 Fev.

A ait. Trab, cinq personnes ont été abattus. A tout
passé. Une seule a essayé de se sauver puis se défendre avant
de tomber. Il paraît que le gas s'est sacrifié pour protéger d'autres
fuyards.

A Eamarit, on a tué 7 personnes. Une femme qui avait été
arrêtée et gardée au vu dans le camp a été fusillée alors qu'il courait
après une balle qu'on venait d'expédier d'un Camp de prisonniers. Tentative
^{et du; on lui avait donné ordre d'aller chercher}
de fuite!

Au cours des ratisages, les soldats ramènent des poules ou
des lapins, de vieux paniers enfoncés, des cannes rustiques, des burnous
ou des tapis, des bijoux style berbère mais à tout cela, ils préfèrent
les billets de banque qu'ils savent d'ailleurs détecter avec une grande

habileté.

1^{er}

Mars. - Cette semaine, nous avons eu la visite du préfet Vignon. Ça est
passé sur la place et il venait installer ^{offi} le nouveau sp. Nous avons été
"invités" à assister à la cérémonie, accompagnés de nos élèves pour faire
un peu de monde. Il y avait aussi tous les autres fonctionnaires 4
Compris les charouch, le menuisier de la Commune et peut-être le cuisinier.

ne seront pas oubliés, non plus. Pour l'instant chacune d'elle laisse les siens
dans une douleur rentrée qui a honte de s'afficher, qui a peur de s'exprimer.
Un jour viendra où l'on n'aura plus peur. Alas on demandera des Comptes,
on accusera, on aura peut-être eu à s'accuser. Aussi, aussi, on vengera
Chaque fois que cela sera possible, on vengera la tête... Dieu sait ce qui
se passera, Dieu sait quand le Kabyle retrouvera son existence paisible
et son bonheur précaire, Dieu sait quand il pourra dresser un bilan positif
de la révolte. Pour le moment les villages sont morts. Les champs sont
déserts et dans le printemps qui naît c'est le malheur qui refléurit
avant les plantes, et sous le ciel pur où brille un soleil très éblouissant,
nos enfants, nos femmes, nos vieillards attendent le cœur glacé que
reviennent les vrais beaux jours. Les jours entiers où l'on ne verra plus
de soldats, les semaines entières où personne ne viendra violer, mitrailler
ou brûler. Ils attendent glacés de terreur parce qu'ils craignent que
pour eux, ces jours, ces semaines viennent trop tard, parce que des
mois d'espoir et d'attente impatience se sont terminés par quelques
discours, là-bas, au bout du monde, où leur voix ne put qu'à
parvenir, là-bas où des hommes illustres peurent à grands coups
de palabres supprimer la souffrance et distribuer le bonheur.
Mais les palabres nous concernant n'ont pas supprimé la souffrance,
ne nous ont pas apporté le bonheur. Simplement on nous a dit :

24 F.

15 Ma

différents,
la
nges de
ennemi,
draient
e les
nce a
rais,
mille
ut ce
de
traire,
te qui
is
non
nce
ouffrent
me
te.
moi et qui
ère
de lui;

mais aussi qu'il fut un temps, pas très lointain, où l'Algérie musulmane pour aller en France avait besoin d'un passeport. C'est vrai que l'Algérie musulmane, lui, ne fut jamais considéré comme Français. Il n'avait pas d'illusions.

20 fév. /

D qui a été chez lui a appris que dans un village, il y a 49 morts.

Les habitants de cet pris de panique s'étaient enfuis de chez eux et couraient dans toutes les directions, les soldats les traient comme des lapins. Il a reconnu que c'était "un terroriste" du village qui avait tiré le premier, - un geste criminel qui a provoqué une réaction brutale.

A. Dem. Yenni, Ait Trah, Tamazint, chez nous, des ratisages sur dénonciations. L'armée utilise ses maquisards qui se sont rendus. Et ces maquisards qui ont sans doute peur du châtiment découvrent les cachettes dont ils se qu'ils ont utilisés, indiquent les maisons où on les a accueillis, dénoncent leurs compatriotes qui les ont donné l'hospitalité. Les soldats récupèrent les armes des cachettes, brûlent les maisons qui ont servi d'asile, arrêtent les Kabyles compromis et fusillent les plus zélés.

Je pense que c'est là un façon correcte d'appliquer les lois de la guerre mais il ne faudrait rien espérer des gens si durement traités. En tant que témoins de tant de cruauté, les témoins de confiance pourraient oublier les heures tragiques, oublier les soldats et les Français comme un ~~se~~ peut oublier la croix : en cessant de la voir.

Les milliers de victimes autres victimes, bombés plus ou moins en traités

20 Nov.

Qu'ils nous comprennent, nous qui sommes si fiers de nous et à la fois si différents, qu'ils se mettent à notre place. Ceux qui m'ont parlé ce langage clair la semaine dernière m'ont dit que je n'étais pas Français. Ceux qui sont chargés de veiller à la souveraineté de la France, dans ce pays, m'ont toujours traité en ennemi, depuis le début des événements. Tout en me traitant en ennemi, ils voudraient que j'agisse en bon patriote Français, même pas : ils voudraient que je les serve, ~~que~~ tel que je suis. Simplement pas reconnaissance, vu que la France a fait de moi un instituteur, un directeur de Cours Complémentaire, un écrivain, vu qu'elle me verse une grosse mensualité qui me permet d'élever une famille nombreuse. Simplement on me demande de payer une dette comme si tout ce que je fais ne méritait pas salaire, comme si ~~je n'avais pas~~ cette école avait été construite pour ^{mon} plaisir et remplie d'élèves pour me distraire, comme si mon "instructeur" était un cadeau généreux qui ne m'a coûté que la peine de tendre la main pour le cueillir, comme si cet talent d'écrivain dont je suis un peu infatué était un autre cadeau, involontaire cette fois, mais non moins généreux, destiné de toute évidence à défendre la cause de la France au détriment des miens qui ont peut-être tort mais qui meurent et souffrent dans le mépris ou l'indifférence des nations policées. Simplement on me demande de mourir en traître moyennant quoi j'aurais payé ma dette.

J'ai dit tout ceci à R qui n'a rien trouvé à répondre. ^{qui était aussi malheureux que moi et qui admettait ce que les autres refusent} J'aimerais dire à Camus qu'il est aussi algérien que moi et tous les algériens sont fiers de lui.

prendre contact. D'aucuns n'ont pas été surpris par sa mort. Mais, pour
beaucoup, tous les meurtres finissent par perdre de leur ~~force~~ signification
première. On se demande en effet si tous ceux qui tombent sont des traîtres,
le doute et la lassitude envahissent peu à peu les Consciences, le désespoir cède la
place à la colère. Si cela continue chacun ^{l'accuse} soi-même de trahison
et tous les traîtres réunis se révolteront contre les tueurs qui expiront
cruellement à leur tour. De moins en moins deussi se fera craindre la
mort qui n'apparaîtra plus aux yeux des survivants que comme un
accident naturel qui vous attend fatalement au coin de la rue et avec
quoi désormais il est inutile de lutter, alors ceux qui ont ~~eu~~ avaient
tout à perdre en cessant de collaborer avec les Français se donneront et tout
leur cœur à l'ouvrage, ils accepteront de jouer le rôle qu'en vain on a
essayé de leur faire jouer jusqu'ici; ils redeviendront des serviteurs fidèles
et attendront tranquillement chez eux que les accidents de rue disparaissent.

Robt a évoqué devant moi, tous ces attentats; il les trouve odieux, inadmissibles
et estime que leurs auteurs n'ont droit à aucune pitié. Il revient de Paris où il
a vu longuement Camus. Camus se refuse à admettre que l'Algérie soit indépendante
et qu'il soit obligé d'y rentrer chaque fois avec un passeport étranger lui qui
est Algérien et rien d'autre. Il croit que le FLN est fasciste et que l'avenir de
son pays entre les mains du FLN est proprement impensable. Je comprends
fort bien l'un et l'autre mais je voudrais qu'ils me comprennent aussi-

gardée, motorisée, militarisée telle que l'on la décrivait mais j'ai eu la chance de n'avoir rien vu l'autre - D'ailleurs j'ai évité les sorties inutiles -

J'ai remis à R. un cahier relatif à la première quinzaine de ce mois où il est question de notre grève, de M. D. T. A, une drôle de quinzaine comme on en voudrait jamais revivre. Nous avons bavardé jusqu'à minuit et hier je suis revenu par le car. Oui, j'ai atterri à F. N. sain et sauf après un voyage très pénible qui a duré 5h. Dieu seigneur, il ne s'est rien passé.

Le car est reparti ce matin à Alger. A un km de F. N., les maquisards l'ont arrêté, ils y ont abattu I. La nouvelle m'est parvenue une heure après environ.

J'ai appris, hier à Alger, que Dahlab a été enlevé il y a un mois, chez nous, en même temps que Haché mais tandis que ce dernier a été relâché, le pauvre Dahlab a été disparu.

18 fev.

Ma femme a été malade toute la nuit. A cause de I et de ses enfants qu'elle a vus passer à l'école. Il en laisse toute une gaffe, le malheureux. Il est sorti de prison, il y a quelques mois, achevant de purger une longue prévention. Tout le monde lui croyait des intelligences avec les maquisards et lui-même ne s'en cachait pas trop, affichant même une certaine insouciance, multipliant ses déplacements à T. O., faisant croire qu'il allait chaque fois

17 fév. Je suis revenu hier d'Alger où j'ai ^{ai} passé une journée avec Robt.
Au départ, j'avais voyagé dans la camionnette de mon voisin H. Nous nous sommes
arrêtés à Hussein Dey pour voir les gens de l'annuaire. Il y avait là deux "réfugiés"
qui se sont enfuis d'ici de crainte qu'on les arrête. Ils ont le moral très bas,
l'obsession de la mort ne les quitte pas; ils m'ont abordé les larmes aux yeux.
Avec eux j'ai vu le fils Dj. lui aussi pleurait parce que, la veille,
on avait assassiné son père. Il était là parce qu'il craignait que les
maquisards ne l'assassinent ^{à son tour} après son père. Les voilà donc
réunis tous les deux victimes des maquisards ou des Français, rapprochés
par la même angoisse, abrutis par la même terreur, pleurant les
mêmes larmes impuissantes, vaines et presque ridicules, des larmes
qui n'ont pas plus de portée ou de signification que celles qui vous font
sortir au ^{en}ognon. Le vieux Dj. a déjà perdu deux de ses enfants,
tués par l'armée: ils étaient suspects. Bon. Tout le monde les
a regrettés et en a dit du bien. Leur mémoire n'a pas réussi à
sauver leur père qui, lui, de son côté était notoirement "administra-
tif" adjoit au maire et tout. Lui, ils l'ont attendu mardi soir
comme il rentrait au village, vers 5h. Le car a été stoppé, on
a fait descendre deux voyageurs - lui et un autre - on les a
fusillés sur le champ. C'est tout...

J'ai vu Alger triste, telle que je l'imaginai. Alger

